

# *La Gouvernance par la Violence : Fragmentation du Pouvoir et Instrumentalisation du Référent Ethnique « Mbororo » dans les Haut et Bas-Uélé (RDC)*

## *[Governance Through Violence: Fragmentation Of Power And Instrumentalization Of The Ethnic Referent Mbororo In The Haut Et Bas-Uélé (DRC)]*

Jackson LUNGANGA SHUNGU<sup>1</sup>, Albert MBEMBE MBOENGOLE<sup>2</sup>, Joël NZAMPUNGU IMBOLE<sup>3</sup>

<sup>1</sup>Attaché de recherche au Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH » (RDC) et apprenant finaliste à l'École de Criminologie de l'Université de Kinshasa

Jacksonlunganga7@gmail.com

<sup>2</sup>Attaché de recherche au Centre de Recherche en Sciences Humaines « CRESH » (RDC)

Albertmbembe121@gmail.com

<sup>3</sup>Enseignant-chercheur à l'École de Criminologie de l'Université de Kinshasa (RDC)

joel.nzampungu@unikin.ac.cd

Correspondant: Joël NZAMPUNGU IMBOLE, [Joel.nzampungu@unikin.ac.cd](mailto:Joel.nzampungu@unikin.ac.cd)



**Résumé :** Cet article analyse les dynamiques conflictuelles liées à la présence des pasteurs transhumants « Mbororo » dans les provinces du Haut et du Bas-Uélé, au Nord-Est de la République Démocratique du Congo. Loin des lectures simplistes réduisant ces tensions à des antagonismes ethniques ou religieux, cette étude adopte une démarche inductive et pluridisciplinaire, croisant la géopolitique d'Yves Lacoste, la sociologie postcoloniale d'Achille Mbembe et la polémologie de Gaston Bouthoul. L'analyse démontre que l'ethnicité « mbororo » est mobilisée comme un écran de fumée pour masquer des rivalités de pouvoir structurelles sur le contrôle des espaces stratégiques et des ressources naturelles. Cette recherche met en lumière un processus de capitalisation du désordre où les acteurs locaux (autorités administratives, chefs coutumiers et forces de sécurité) tirent profit de la persistance de l'insécurité pour asseoir une gouvernance de la violence. A travers une immersion empirique et l'usage de la cartographie des risques, l'article révèle le choc entre deux spatialités : la mobilité réticulaire des pasteurs et la territorialité zonale des sédentaires. L'étude plaide pour une criminologie de la paix territoriale qui dépasse les cadres nationaux au profit d'une gestion transfrontalière des ressources, seule voie capable de briser la cyclicité de la violence dans cette périphérie de l'Etat congolais.

**Mots-clés :** Mbororo, géopolitique, fragmentation du pouvoir, territorialisation, capitalisation du désordre, Haut-Uélé, Bas-Uélé, RDC.

**Abstract:** This article analyzes the conflicting dynamics related to the presence of transhumant pastoralists "Mbororo" in the provinces of Haut and Bas-Uélé, northeast of the Democratic Republic of Congo. Far from simplistic readings reducing these tensions to ethnic or religious antagonisms, this study adopts an inductive and multidisciplinary approach, combining the geopolitics of Yves Lacoste, the postcolonial sociology of Achille Mbembe and the polemology of Gaston Bouthoul. The analysis shows that "Mbororo" ethnicity is used as a smokescreen to mask structural power rivalries over control of strategic spaces and natural resources. This research highlights a process of capitalization of disorder where local actors (administrative authorities, customary chiefs and security forces) take advantage of the persistence of insecurity to establish a governance of violence. Through an empirical immersion and the use of risk mapping, the

**article reveals the clash between two spatialities: the reticular mobility of pastoralists and the zonal territoriality of sedentary people. The study argues for a criminology of territorial peace that goes beyond national frameworks in favor of cross-border resource management, the only way to break the cyclicity of violence in this periphery of the Congolese state.**

**Keywords: Mbororo, geopolitics, fragmentation of power, territorialization, capitalization of disorder, Haut-Uélé, Bas-Uélé, DRC.**

## Introduction

Les dynamiques conflictuelles observées dans le Nord-Est de la République Démocratique du Congo, précisément dans les provinces du Bas et du Haut-Uélé, s'inscrivent dans une reconfiguration profonde des rapports entre populations, territoires et autorités. Au cœur de cette mutation se trouve la présence des « Mbororo », groupes pastoraux transhumants dont l'installation et la circulation ont bousculé les équilibres locaux de manière irréversible. Le paradoxe est saisissant : alors que la mobilité est, pour ces éleveurs, une stratégie rationnelle de survie et d'adaptation environnementale, elle est perçue par les communautés agricoles sédentaires comme une agression territoriale et une source d'insécurité permanente. Cette confrontation n'est pas qu'une simple querelle de voisinage ; elle illustre le choc entre deux modes d'occupation de l'espace, opposant d'un côté une logique de fluidité pastorale qui ignore les frontières administratives pour suivre les cycles des pâturages, et de l'autre, une logique de sédentarité foncière ancrée dans la propriété coutumière. Ce face-à-face transforme les zones de pâturages et les points d'eau en véritables frontières intérieures où se cristallisent des tensions que l'appareil étatique, souvent affaibli dans ces zones périphériques, peine à réguler.

Dès lors, la question centrale de cette recherche est de savoir dans quelle mesure l'ethnicité « Mbororo » constitue un facteur explicatif réel des conflits, ou si elle n'est qu'une ressource mobilisée dans des logiques politiques et territoriales plus vastes. L'ethnisation des « Mbororo » semble fonctionner comme un véritable écran de fumée : en désignant l'éleveur comme « l'étranger » ou « l'envahisseur », les acteurs locaux occultent des enjeux de pouvoir beaucoup plus profonds, transformant le référent ethnique en une arme de légitimation. Pour l'agriculteur, il sert à justifier l'exclusion, tandis que pour l'autorité locale, il permet de monnayer un pouvoir de protection au sein d'un environnement marqué par la concurrence pour la terre et la marginalisation socio-économique.

Pour saisir la complexité de cet objet, il convient de faire dialoguer plusieurs courants théoriques capables d'éclairer cette réalité. La littérature sur la gouvernementalité et la postcolonie, portée par Achille Mbembe (2000, 2013) enseigne que les catégories ethniques en Afrique ne sont pas naturelles mais issues de dispositifs de pouvoir hérités de la colonisation ; ainsi, l'assignation des « Mbororo » à une identité de nomades marginaux est une invention historique visant à les hiérarchiser et à les exclure du corps politique national. Ce constat rejoint l'analyse de Jean-François Bayart (1989) sur la « politique du ventre », qui démontre que l'ethnicité est instrumentalisée comme une ressource stratégique dans les luttes pour l'accumulation personnelle, signifiant qu'au bas-Uélé comme au haut-Uélé, le « Mbororo » n'est pas combattu pour son essence, mais pour ce qu'il possède ou occupe. Cette approche est complétée par la géopolitique d'Yves Lacoste (1976), qui rappelle que la géographie sert d'abord à faire la guerre, l'espace des Bas et Haut-Uélé devenant le théâtre d'une lutte entre la territorialité flexible des pasteurs et la territorialité rigide de l'Etat.

Toutefois, là où les lectures classiques s'arrêtent à l'opposition frontale, cette recherche propose une perspective renouvelée en intégrant la polémologie de Gaston Bouthoul (1970). Ce dernier invite à voir dans ces violences une « multicausalité » où les facteurs démographiques et économiques s'entremêlent de façon cyclique. En y ajoutant le concept de Raoul Kienge-Kienge (2011, p.435) sur la « capitalisation du pouvoir de contrôle », l'étude suggère que le désordre observé est un mode de gouvernement où certains acteurs tirent profit de la persistance du conflit, faisant de cet objet une gouvernance par la violence où le bétail et le pâturage sont les enjeux d'un nouveau contrat social informel.

## **Cadre épistémologique : L'immersion dans la misère du monde**

L'analyse des dynamiques conflictuelles dans les provinces du Haut et du Bas-Uélé impose d'emblée une réflexion sur les conditions de production du savoir en contexte de crise. Adopter une démarche inductive dans un tel environnement nécessite de rompre avec les approches surplombantes pour privilégier ce que Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008) qualifie de « rigueur du qualitatif », où l'immersion n'est pas une simple étape technique mais le fondement même de la validité scientifique. Cette posture exige une vigilance constante face à ce que Pierre Bourdieu (1993) nomme « la misère du monde », un espace où les souffrances sociales et les rapports de domination symbolique saturent le terrain et risquent de biaiser l'objectivité de l'observation si une réflexivité critique n'est pas opérée dès l'entrée en contact avec les acteurs.

Cette immersion dans la misère du monde ne doit pas être interprétée comme un voyeurisme académique, mais comme une nécessité méthodologique pour déconstruire les structures de la violence ordinaire. En s'immergeant dans les zones de tension entre éleveurs et agriculteurs, le chercheur se confronte à la double vérité des rapports sociaux : celle des structures objectives de domination (accès inégal à la terre) et celle des expériences vécues par les sujets. Cette approche permet de mettre en lumière la manière dont les acteurs gèrent l'incertitude et la précarité, transformant parfois des incidents banals en crises identitaires majeures. La rigueur consiste alors à restituer ces voix sans les trahir, tout en les inscrivant dans une analyse macro-sociale des défaillances de l'Etat.

En effet, l'immersion exige une gestion fine du temps long, loin de l'urgence des rapports d'expertise. C'est dans la répétition des observations et la durée de la présence sur le terrain que se révèlent les gisements de sens invisibles lors d'un passage rapide. Cette temporalité permet de gagner la confiance des groupes marginalisés comme les Mbororo, dont la parole est souvent verrouillée par la peur des représailles ou la méfiance envers les institutions. En prenant le temps d'habiter l'espace des enquêtes, le chercheur transforme la distance sociale en proximité épistémologique, condition sine qua non pour accéder aux réalités souterraines de la gouvernance réelle des conflits.

### **1.1. La posture des chercheurs**

Dans ces périphéries congolaises marquées par l'insécurité, la posture des chercheurs doit s'appuyer sur une « vigilance épistémologique » telle que théorisée par Bourdieu, Chamboredon et Passeron (1968). Il s'agit de s'extraire des prénotions et des discours de sens commun qui tendent à essentialiser le conflit « Mbororo » pour mieux saisir les logiques invisibles qui structurent les rapports sociaux. Cette rupture avec le savoir immédiat est d'autant plus déterminante que les chercheurs évoluent dans un milieu où la méfiance est une stratégie de survie.

Cette exigence de rigueur rejoint la perspective de Max Weber (1971) sur la sociologie compréhensive. En cherchant à saisir le sens subjectif que les éleveurs « Mbororo », les agriculteurs et les autorités locales attribuent à leurs conduites, les chercheurs ne se contentent pas de recenser des faits ; il reconstruit des rationalités. En zone d'insécurité, cette posture weberienne devient un outil d'objectivation : comprendre pourquoi un acteur recourt à la violence ou à la stigmatisation ethnique permet de ne pas succomber au jugement moral, mais de traiter ces comportements comme des indicateurs de structures sociales plus profondes. Le chercheur doit alors pratiquer une objectivation participante, restant conscient de l'effet que sa présence et son statut d'universitaire produisent sur des enquêtes dont la parole est souvent une ressource négociée.

Par ailleurs, cette posture impose une gestion rigoureuse de la violence symbolique inhérente à la relation d'enquête. Les chercheurs, perçus alternativement comme des émissaires de l'Etat, des agents humanitaires ou des étrangers suspects, doivent déconstruire ces projections pour rétablir une communication authentique. La vigilance épistémologique consiste à surveiller leurs propres catégories d'analyse (souvent urbaines ou académiques) afin de ne pas imposer une grille de lecture exogène à des réalités rurales complexes. Cette réflexivité critique transforme la contrainte sécuritaire en levier analytique : l'impossibilité d'accéder à certains discours devient en soi une donnée sur les rapports de force en présence.

L'éthique de la posture weberienne se double d'une responsabilité politique dans le contexte des Bas et Haut-Uélé. En refusant de prendre parti pour l'une ou l'autre communauté, les chercheurs s'exposent à l'incompréhension des acteurs qui cherchent des alliés. Maintenir la neutralité axiologique ne signifie pas l'indifférence, mais la volonté de restituer la rationalité de chacun, même celle

de l'agresseur ou du corrompu. C'est à ce prix que l'on peut espérer sortir de l'analyse binaire victime contre bourreau pour entrer dans la compréhension des mécanismes systémiques de la fragmentation du pouvoir et de la capitalisation du désordre.

## 1.2. Outils de collecte des données

Pour opérationnaliser cette posture inductive, le dispositif de recherche a mobilisé une hybridation d'outils, plaçant l'entretien compréhensif au centre de la démarche. Suivant la méthode de Jean-Claude Kaufmann (2016), l'entretien a été envisagé comme une interaction où l'enquêteur aide l'enquêté à formuler sa propre réalité. Dans les Bas et Haut-Uélé, cette approche a permis de libérer la parole des bergers « Mbororo », dont les récits révèlent des logiques de survie et des trajectoires de mobilité que les rapports administratifs ignorent. Cette parole est toutefois systématiquement confrontée à l'observation participante inspirée de Bronislaw Malinowski (1922), permettant de capter les « normes pratiques » (Olivier de Sardan, 2014) qui régulent réellement l'accès aux ressources, par-delà les cadres légaux théoriques.

L'innovation méthodologique de cette étude réside également dans l'intégration de la dimension spatiale à travers une cartographie des risques. S'appuyant sur la géopolitique d'Yves Lacoste (1976), qui rappelle que la géographie est un outil stratégique de pouvoir, cette recherche a utilisé l'analyse spatiale pour matérialiser les points de friction. En croisant les données géospatiales des couloirs de transhumance avec les témoignages sur les incidents sécuritaires, la recherche opère une triangulation des données conforme aux standards de Norman K. Denzin (1978). Cette démarche permet de transformer l'aléa du terrain en une donnée scientifique : l'accès difficile ou la réticence des informateurs deviennent des indicateurs de la fragmentation du pouvoir et de la prégnance des rapports de force locaux, faisant de l'immersion dans la misère du monde le levier d'une connaissance profonde sur la mutation de l'Etat et de ses marges.

L'usage de la cartographie ne se limite pas à une fonction illustrative ; il devient un instrument de dialogue avec les acteurs locaux. En présentant des cartes simplifiées aux éleveurs et aux chefs coutumiers, nous avons pu susciter des réactions qui ont enrichi les entretiens. La carte agit comme un médiateur qui permet d'objectiver des revendications territoriales souvent floues ou chargées d'émotion. Cette méthode permet de passer d'un récit individuel à une compréhension systémique de la pression sur les ressources. Elle révèle comment la superposition des droits (coutumier, foncier moderne, transhumance) crée des zones d'ombre juridiques que les acteurs exploitent stratégiquement.

Somme toute, la collecte de données a intégré une dimension numérique via l'utilisation d'outils de collecte mobile pour documenter les « normes pratiques » en temps réel. Cette approche permet de compiler une base de données sur les micro-incidents (vols de bétail, amendes arbitraires, taxes informelles) qui, accumulés, forment la trame de la conflictualité quotidienne. Cette systématisation des données qualitatives permet de sortir de l'anecdote pour construire une preuve scientifique robuste. La cartographie des risques devient un outil de diagnostic polémologique, capable d'anticiper les cycles de violence en identifiant les points de rupture où la pression démographique et spatiale devient insupportable pour les cadres de régulation traditionnels.

Afin de démontrer l'articulation entre identité, espace et pouvoir à travers cette démarche inductive, l'analyse s'organise autour de trois axes de réflexion. L'étude examine d'abord la construction sociale de l'étranger pour comprendre comment l'altérité est fabriquée au service d'intérêts politiques. Par la suite, l'analyse se concentre sur la géopolitique de la ressource et territorialisation, mettant en lumière le conflit structurel entre transhumance et impératifs fonciers. Enfin, l'étude explore la fragmentation du pouvoir et la gouvernance de la violence, afin de mettre en exergue comment les faiblesses de l'appareil étatique transforment le conflit en un système de régulation informel et cyclique.

## 2. La construction sociale de l'étranger

Loin d'être une donnée biologique ou culturelle immuable, l'identité « Mbororo » dans les Bas et haut-Uélé est le produit d'une construction sociale dynamique, où l'altérité est façonnée pour répondre à des impératifs de contrôle et d'exclusion. Dans ce contexte, l'étiquette d' "étranger" ne renvoie pas seulement à une origine géographique, mais fonctionne comme une catégorie politique visant à délégitimer l'accès aux ressources. Cette construction transforme l'identité en une véritable ressource, mobilisée par les acteurs locaux pour structurer des rapports de force et justifier des mesures d'exception.

Cette fabrication de l'altérité s'enracine dans une mémoire collective souvent réactivée par les crises foncières. En érigeant le « Mbororo » en figure de l' "Autre" radical, les communautés sédentaires et les autorités locales créent un consensus identitaire interne qui masque les propres divisions de la société congolaise. L'identité devient un outil de clôture sociale : elle définit qui a le droit de cité et qui, par sa nature supposée nomade et exogène, doit rester aux marges de la citoyenneté et de la propriété. Il convient de souligner que cette construction est relationnelle. Les « Mbororo » eux-mêmes, face à cette stigmatisation, peuvent réinvestir certaines catégories identitaires comme stratégie de protection ou de différenciation. La construction sociale de l'étranger est donc un processus à double sens où les représentations dominantes et les stratégies de résistance s'entrechoquent, créant un espace social où l'identité est en permanence négociée, vendue ou imposée au gré des intérêts du moment.

### **2.1. L'isomorphisme identitaire**

Le concept d'isomorphisme identitaire permet de comprendre comment l'administration publique et les populations locales convergent vers une définition figée et essentialisée des « Mbororo ». En s'appuyant sur les travaux d'Achille Mbembe (2013), on observe que le pouvoir postcolonial hérite de dispositifs de classification coloniaux qui visent à fixer les populations mobiles. L'administration, par ses recensements, ses taxes spécifiques et ses arrêtés d'expulsion, produit une identité « Mbororo » administrative qui ne tient aucun compte de la diversité interne du groupe, mais qui sert de base à une gouvernance par la différenciation.

Cette fixation identitaire crée un corps étranger au sein de la nation. Pour Mbembe, la souveraineté se manifeste souvent par la capacité à désigner qui appartient à la communauté et qui est l'ennemi ou l'intrus. Dans les Haut et Bas-Uélé, l'isomorphisme opère lorsque le discours administratif rejoint le préjugé populaire : le « Mbororo » est systématiquement associé à la figure du nomade sans terre, justifiant son exclusion des mécanismes de décision locale. Cette identité fixée devient une prison bureaucratique qui limite les droits de mouvement et de propriété des éleveurs.

Par ailleurs, cet isomorphisme identitaire participe à une forme de « néropolitique » larvée, où certaines populations sont maintenues dans une zone d'insécurité juridique permanente. En refusant d'intégrer les « Mbororo » dans les cadres classiques de la citoyenneté, l'Etat et les chefs coutumiers créent une catégorie de sujets gouvernables par la violence. L'identité fixée par l'administration devient le support d'une stigmatisation qui rend l'agression contre ces pasteurs socialement acceptable, voire politiquement nécessaire pour affirmer une souveraineté locale fragile.

L'isomorphisme se manifeste également dans la standardisation des griefs portés contre les « Mbororo ». Qu'il s'agisse de destruction de champs ou de pollution des eaux, chaque incident individuel est immédiatement rapporté à l'identité collective du groupe. Cette généralisation, validée par les autorités locales, empêche toute résolution juridique individualisée des litiges et favorise des sanctions collectives. L'identité « Mbororo » est ainsi sclérosée par des dispositifs de pouvoir qui préfèrent gérer des catégories plutôt que des citoyens, renforçant la fragmentation de l'espace social congolais.

### **2.2. La politique du ventre et l'instrumentalisation de l'ethnie**

L'instrumentalisation de l'ethnie dans les Bas et haut-Uélé trouve une résonance particulière dans la thèse de Jean-François Bayart (1989) sur la politique du ventre. Ici, l'ethnicité n'est pas la cause du conflit, mais le langage par lequel les élites locales accèdent aux ressources. Le « Mbororo », par sa richesse apparente en bétail et sa vulnérabilité juridique, devient une proie idéale pour une accumulation prédatrice. L'ethnie est mobilisée pour désigner un coupable idéal aux maux de la région, détournant l'attention des populations de la défaillance des services publics et de la corruption des élites.

Dans cette dynamique, le « Mbororo » fonctionne comme une monnaie d'échange entre différents niveaux de pouvoir. Les autorités provinciales ou militaires peuvent alternativement protéger les éleveurs contre paiement de taxes informelles, ou les expulser pour regagner une légitimité auprès des populations autochtones. Cette versatilité politique montre que l'identité ethnique est une variable ajustable selon les besoins du moment : elle est une ressource politique que l'on active pour créer du désordre ou pour simuler le rétablissement de l'ordre, chaque phase générant ses propres dividendes économiques.

Qui plus est, la figure du Mbororo comme bouc émissaire permet de cimenter des alliances politiques locales précaires. En période électorale ou de crise de légitimité, le discours de haine ou d'exclusion envers les pasteurs transhumants devient un catalyseur de mobilisation populaire. L'instrumentalisation de l'ethnie masque alors les rivalités de classe ou les échecs de la gouvernance foncière. En désignant un ennemi extérieur commun, les élites locales neutralisent les critiques internes et renforcent leur contrôle sur le territoire au nom de la défense de la terre des ancêtres.

Cette politique du ventre crée un système de régulation par la rente sécuritaire. La présence conflictuelle des Mbororo justifie le maintien de dispositifs militaires ou policiers qui, à leur tour, s'auto-entretiennent par le prélèvement sur les richesses des pasteurs et les extorsions sur les populations locales. L'ethnisation du conflit devient le moteur d'une économie de guerre de basse intensité où l'identité est la marchandise principale. Le « Mbororo » n'est plus un sujet de droit, mais un capital politique et financier que l'on gère, que l'on stigmatise ou que l'on protège selon les fluctuations du marché de la violence locale.

### 3. Géopolitique de la ressource et territorialisation

L'espace des Bas et haut-Uélé ne constitue pas seulement le décor des affrontements, mais il en est l'enjeu primordial. La territorialisation des conflits traduit une volonté des acteurs de transformer un espace de circulation en un espace de contrôle. Dans cette perspective, la ressource (herbe, eau, terre arable) est indissociable du territoire qui la contient. La lutte pour la ressource devient une lutte pour la souveraineté spatiale, où chaque groupe tente d'imposer sa propre grille de lecture géographique sur un même périmètre.

Cette dynamique de territorialisation s'accompagne d'une redéfinition des frontières internes. Ce qui était autrefois une limite poreuse entre zones de culture et zones de pâturage devient une ligne de front, matérialisée par des barrières physiques ou symboliques. La géopolitique locale se joue alors dans la capacité des acteurs à produire du territoire, c'est-à-dire à transformer un espace naturel en un espace politique régi par des normes d'inclusion et d'exclusion strictes, souvent au détriment des logiques de mobilité ancestrale.

La territorialisation est donc un processus qui fige le mouvement. En cherchant à ancrer des populations par nature mobiles dans des périmètres administratifs rigides, l'Etat et les autorités locales créent les conditions d'une explosion conflictuelle. L'espace devient alors un instrument de surveillance et de punition : le territoire est utilisé pour piéger l'éleveur dans des zones de non-droit où sa mobilité, autrefois gage de résilience, devient le motif principal de sa criminalisation.

#### 3.1. Le choc des spatialités

Le conflit dans les Bas et haut-Uélé peut être analysé, selon la terminologie d'Yves Lacoste (1976), comme un choc des spatialités. D'un côté, les « Mbororo » déploient une spatialité réticulaire, fondée sur des réseaux de parcours, des points d'eau et des couloirs de transhumance qui ignorent les limites parcellaires. De l'autre, les communautés sédentaires et l'administration imposent une spatialité zonale, centrée sur la propriété foncière, le bornage et la sédentarité. Pour Lacoste, tout territoire est l'objet de stratégies concurrentes. L'enjeu est de savoir laquelle de ces deux représentations de l'espace doit primer sur l'autre.

Ce choc est exacerbé par l'absence d'une médiation étatique capable de concilier ces deux modes d'existence. L'Etat congolais, héritier d'un droit foncier rigide, tend à privilégier la spatialité sédentaire, percevant la mobilité « Mbororo » comme une menace pour l'ordre public et la sécurité nationale. Cette vision sécuritaire de l'espace occulte la rationalité économique et écologique de la transhumance. Le territoire devient une arme : en restreignant l'accès aux pâturages stratégiques, les sédentaires pratiquent une véritable géopolitique de l'asphyxie, visant à rendre l'espace invivable pour les éleveurs.

Toutefois, ce choc des spatialités révèle des rivalités de pouvoir à différentes échelles. A l'échelle locale, il s'agit d'une lutte pour la survie quotidienne ; à l'échelle régionale, c'est une compétition pour le contrôle des flux commerciaux de bétail. Lacoste (1976, p.36) souligne que « l'espace est à la fois un enjeu matériel et un instrument symbolique ». En revendiquant la terre des ancêtres contre les « nomades sans racines », les communautés sédentaires transforment le conflit d'usage en un conflit de légitimité historique, rendant toute négociation sur le partage des ressources extrêmement complexe.

Le choc se manifeste enfin par l'incompatibilité des calendriers spatiaux. La temporalité de la culture (cycle agricole) entre en collision frontale avec la temporalité de la transhumance (recherche d'eau en saison sèche). Cette désynchronisation spatio-temporelle produit des incidents cycliques qui sont ensuite réinterprétés par les entrepreneurs de violence comme des preuves d'une incompatibilité identitaire. La spatialité devient donc le lieu où se fabrique l'irréconciliable, faisant de chaque hectare de terre un champ de bataille pour la définition même de la citoyenneté locale.

### **3.2. Les zones de silence et de non-droit**

L'analyse des axes de mobilité dans les Bas et haut-Uélé révèle l'existence de véritables zones de silence, des espaces périphériques où l'autorité de l'Etat est soit absente, soit remplacée par des formes de gouvernance hybrides et prédatrices. Dans ces couloirs de transhumance, le droit cède la place à la force brute. Ces zones de non-droit ne sont pas des espaces vides, mais des espaces saturés de pouvoirs informels (milices, militaires déconnectés de leur hiérarchie, chefs de guerre locaux) qui prélèvent des droits de passage sur les troupeaux Mbororo.

Ces zones de silence sont fonctionnelles pour le système conflictuel : elles permettent aux acteurs de la « politique du ventre » d'opérer loin des regards et des cadres légaux. La mobilité des éleveurs est transformée en une ressource extractible. Chaque axe de déplacement devient un corridor de taxation illégale où le « Mbororo », parce qu'il est en mouvement et donc vulnérable, est contraint de négocier sa sécurité à chaque étape. Le non-droit n'est pas un accident, mais une modalité de gestion des populations marginalisées qui ne peuvent se prévaloir de la protection d'un titre foncier.

De plus, l'analyse des axes montre que la violence se concentre aux points de rupture géographique, tels que les ponts, les traversées de rivières ou les lisières de forêts classées. Ces lieux stratégiques deviennent des nœuds de conflictualité où s'exercent des formes de racket institutionnalisés. L'absence de routes carrossables et de moyens de communication renforce l'isolement de ces zones, transformant les parcours de transhumance en véritables pièges spatiaux. Le silence qui entoure les exactions commises dans ces périphéries contribue à la normalisation de la violence structurelle contre les pasteurs.

Ces zones de non-droit favorisent une fragmentation du territoire en micro-fiefs sécuritaires. Chaque autorité locale (militaire ou coutumière) s'approprie un segment de l'axe de mobilité pour en tirer une rente. Cette analyse géopolitique démontre que le conflit Mbororo est intimement lié à la géographie physique et humaine des Bas et haut-Uélé : les axes de mobilité sont les artères d'un système de prédation où le contrôle de l'espace prime sur la loi, et où le silence des victimes est la condition de survie d'un ordre politique fondé sur la fragmentation et la violence.

### **4. La gouvernance de la violence et la fragmentation du pouvoir**

La persistance des conflits impliquant les « Mbororo » dans les Haut et Bas-Uélé ne saurait être interprétée comme un simple échec technique de l'Etat. Elle révèle plutôt une forme de gouvernementalité alternative où la violence n'est pas une rupture de l'ordre, mais un mode ordinaire de gestion des rapports sociaux. Dans ce contexte, le pouvoir n'est plus monolithique ; il est fragmenté entre une multitude d'acteurs (officiels, coutumiers, militaires et privés) qui entrent en concurrence ou en collusion pour le contrôle des ressources et des populations.

Cette fragmentation crée un espace politique instable où la distinction entre le légal et l'illégal s'estompe. La gouvernance s'exerce par des arrangements précaires et des rapports de force directs. La violence devient un langage politique, un outil de négociation qui permet aux acteurs les plus forts d'imposer leur autorité sur les plus vulnérables. Cette situation institutionnalise une incertitude normative qui, loin de paralyser le système, permet au contraire son auto-entretien au profit de ceux qui détiennent les moyens de coercition.

La gouvernance de la violence transforme le conflit en un équilibre de basse intensité. Ce n'est ni la guerre totale, ni la paix civile, mais un état de tension permanent qui justifie l'existence de dispositifs sécuritaires et d'exceptions juridiques. Dans ce système, les Mbororo sont captifs d'une architecture de pouvoir qui a besoin de leur présence conflictuelle pour légitimer son propre fonctionnement et ses prélèvements économiques.

#### **4.1. La capitalisation du désordre**

Le concept de capitalisation du désordre, inspiré par les travaux de Raoul Kienge-Kienge (2011) et en écho à l'analyse de Chabal et Daloz (1999) sur l'Afrique comme instrumentalisation du désordre, permet d'expliquer pourquoi les solutions de paix durables peinent à émerger. Dans les Bas et haut-Uélé, le désordre n'est pas une absence d'organisation, mais une ressource stratégique. Les acteurs locaux, notamment les chefs coutumiers, les autorités administratives et les officiers militaires tirent des dividendes politiques et matériels directs de la présence conflictuelle des Mbororo.

Pour ces entrepreneurs du désordre, la « crise Mbororo » est une aubaine financière. Les militaires capitalisent sur leur pouvoir de protection ou de répression en exigeant des « taxes de sécurité » auprès des éleveurs ou en percevant des amendes informelles lors des litiges fonciers. Les chefs coutumiers, quant à eux, monnaient le droit d'accès aux pâturages tout en dénonçant officiellement « l'invasion » pour satisfaire leur base électorale. Le conflit devient une rente : le désordre institutionnalisé permet des prélèvements qu'un ordre légal et transparent rendrait impossibles.

Cette capitalisation du désordre renforce la position de force des acteurs locaux vis-à-vis du pouvoir central à Kinshasa. En maintenant une zone de tension, les élites locales s'assurent une autonomie de gestion et une attention constante de l'État. La violence sert de levier pour obtenir des moyens financiers ou des postes de responsabilité. L'insécurité devient un mode de reproduction sociale pour une catégorie d'acteurs qui n'ont aucun intérêt à ce que le litige soit tranché de manière définitive par la loi.

Finalement, la capitalisation du désordre s'appuie sur une manipulation des peurs collectives. En entretenant le spectre de la menace « Mbororo », les acteurs dominants étouffent les contestations internes sur la gestion des terres ou des finances publiques. Le désordre est donc fonctionnel : il crée un écran de fumée qui permet aux réseaux de prédation de fonctionner en toute impunité. Le « Mbororo » est l'élément indispensable de cette mécanique ; il est la « marchandise » dont le mouvement génère la richesse de ceux qui prétendent le réguler.

#### **4.2. Les normes pratiques de la régulation**

L'échec systématique des politiques de sédentarisation ou des décrets d'expulsion s'explique par le décalage entre les normes officielles et les « normes pratiques » telles que définies par Jean-Pierre Olivier de Sardan (2008). Si l'État produit des lois et des règlements (normes officielles), le terrain est régi par des règles informelles, tacites et souvent contradictoires, qui constituent la véritable grammaire de l'action sociale. Dans les Bas et haut-Uélé, les arrangements locaux entre éleveurs et agriculteurs, souvent arbitrés par des bakchichs aux autorités, l'emportent toujours sur la rigueur du droit foncier national.

Ces normes pratiques sont fondées sur une négociation permanente et un pragmatisme de survie. Un éleveur « Mbororo » préférera payer une amende illégale mais immédiate à un chef local plutôt que de s'engager dans une procédure judiciaire longue et incertaine. De même, les fonctionnaires locaux, souvent sous-payés, privilégient la gestion à l'amiable (monétisée) des litiges pour compenser leurs propres difficultés économiques. Ces comportements ne sont pas des déviances isolées, mais un système cohérent où les pratiques corruptives sont une modalité de régulation sociale, rendant les solutions étatiques standardisées totalement inopérantes.

De ce fait, l'incertitude normative est entretenue par la pluralité des autorités. Entre le droit coutumier, le code foncier et les règlements militaires, l'acteur local choisit la norme qui sert le mieux ses intérêts immédiats. Cette « chalandise juridique » favorise les arrangements de couloir au détriment de la justice publique. Olivier de Sardan montre que ces normes pratiques s'enracinent dans des routines administratives où l'informel est devenu la règle. Les commissions de pacification officielles ne sont souvent que des théâtres où l'on réaffirme les normes officielles, tandis que les vraies décisions de partage des ressources se prennent dans l'ombre des bureaux ou sous l'arbre à palabres, selon des critères d'affinité ou de profit.

Ces arrangements locaux pérennisent le conflit en le rendant gérable à petite échelle, mais insoluble à l'échelle systémique. En traitant chaque incident par une transaction financière privée, on évite l'explosion générale, mais on laisse intactes les causes structurelles de la violence. Les solutions officielles échouent parce qu'elles ignorent ces logiques de survie et de rente qui

soudent les acteurs locaux dans un statu quo conflictuel. La régulation réelle n'est pas celle de la paix, mais celle de la répartition du produit de la violence, ancrant les Bas et haut-Uélé dans une gouvernance de l'ombre où la loi est une fiction et l'arrangement la seule réalité tangible.

## Conclusion

L'étude des dynamiques conflictuelles dans les Haut et Bas-Uélé démontre que la question « Mbororo » ne peut être résolue par des mesures sécuritaires simplistes ou des décrets d'expulsion massifs. En mobilisant les outils de la géopolitique, de la sociologie postcoloniale et de la polémologie, cette recherche a mis en lumière la profondeur des racines d'une violence qui, loin d'être un accident, est devenue un système de gouvernance. La transition vers une "criminologie de la paix territoriale" exige de passer d'une gestion de l'urgence à une compréhension des structures qui produisent l'insécurité.

Cette nouvelle approche criminologique suggère que la paix ne réside pas dans la sédentarité forcée, mais dans la régulation inclusive des mobilités. Il s'agit de reconnaître que le territoire est un espace partagé et non un gisement de rentes pour des autorités fragmentées. La paix territoriale suppose une réconciliation entre le droit foncier et les réalités pastorales, permettant de transformer les zones de silence en espaces de dialogue encadrés par une autorité étatique restaurée dans sa fonction de médiatrice et de protectrice de tous les usagers de l'espace.

Au terme de cette analyse, la "multicausalité" théorisée par Gaston Bouthoul (1970) s'impose comme la clé de lecture la plus robuste. Les conflits impliquant les Mbororo ne sont jamais le produit d'un seul facteur, mais le résultat d'une convergence de tensions structurelles. La pression démographique sur les terres arables, la raréfaction des ressources naturelles liée aux mutations environnementales, et l'absence d'une régulation foncière adaptée constituent le terreau économique du conflit. Cependant, ces facteurs matériels ne deviennent violents que lorsqu'ils sont activés par des catalyseurs politiques et psychologiques : l'ethnisation de l'autre et l'instrumentalisation de la peur.

La synthèse bouthoulienne permet de comprendre la cyclicité des violences dans les Bas et haut-Uélé. Chaque phase d'accalmie n'est qu'une période de latence où les déséquilibres structurels demeurent intacts. La violence éclate de nouveau dès qu'une étincelle, un incident de pâturage ou une manipulation électorale vient réactiver les mémoires collectives de l'affrontement. En traitant l'ethnicité comme un « épiphénomène » de causes plus profondes, nous avons montré que le référent identitaire n'est qu'un langage de surface qui masque une compétition acharnée pour la survie et le pouvoir dans un espace fragmenté.

Cette multicausalité souligne l'ambivalence de la position des « Mbororo » : ils sont à la fois acteurs de la pression spatiale, victimes d'une prédation systémique et objets de représentations sociales hostiles. Briser cette dynamique nécessite d'agir simultanément sur tous les leviers (économique, juridique et symbolique). Ignorer l'une de ces dimensions, c'est condamner toute tentative de paix à n'être qu'un arrangement précaire au sein d'une capitalisation du désordre qui ne demande qu'à perdurer.

L'une des principales leçons de cette recherche est que le cadre national congolais est trop étroit pour appréhender la réalité des mobilités « Mbororo ». Puisque la transhumance ignore les frontières héritées de la colonisation, la régulation des conflits doit impérativement adopter une dimension régionale et transfrontalière. Pour briser la cyclicité de la violence, il est nécessaire de passer d'une logique de « frontière-barrière » à une logique de « frontière-espace de vie ». Cela implique une coopération accrue entre la RDC, la République Centrafricaine, le Soudan du Sud et le Tchad pour harmoniser les calendriers de mobilité et les droits de passage.

Une gestion transfrontalière permettrait de dé-territorialiser le conflit et de réduire la pression sur des zones de friction spécifiques comme les Bas et haut-Uélé. En créant des corridors de transhumance sécurisés et reconnus internationalement, on soustrait les éleveurs à la prédation des autorités locales fragmentées et aux racketteurs des « zones de silence ». Cela nécessite la mise en place de mécanismes de suivi par satellite et de comités de médiation mixtes, capables d'anticiper les mouvements de bétail et de prévenir les tensions avec les agriculteurs sédentaires avant qu'elles ne dégénèrent en affrontements armés.

Au demeurant, la résolution durable de la « crise Mbororo » passe par une réinvention de la souveraineté dans les marges de l'Etat. Il ne s'agit plus de chercher à fixer l'insaisissable, mais de gouverner le mouvement. En intégrant les pasteurs transhumants

dans un cadre de citoyenneté régionale et en protégeant les ressources comme un bien commun transfrontalier, on tarit les sources de la politique du ventre et on offre une alternative à la gouvernance de la violence. C'est à ce prix que les provinces de Bas et haut-Uélé pourront cesser d'être des théâtres de rivalités de pouvoir pour devenir les laboratoires d'une nouvelle coexistence pacifique en Afrique centrale.

## Références

- [1]. American Sociological Association (2018). Code of Ethics. Washington, DC : ASA
- [2]. Becker, Howard S (1988). *Tricks of the Trade : How to Think About your Research while you're doing it*. Chicago : University of Chicago Press
- [3]. Bourdieu, P., Chamboredon, J.- C. & Passeron, J.- C. (1968). *Le métier de sociologue*. Paris : Mouton.
- [4]. Bourdieu,P.(2001). *Science de la science et réflexivité*. Paris : Raison d'agir.
- [5]. Bourdieu,Pierre (1993). *La misère du monde*. Paris : Éditions du Seuil
- [6]. Braun Virginia & Victoria Clarke (2006). "Using thematic analysis in npsychology ". *Qualitative Research in Psychology*.<https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>
- [7]. Chabal, P., & Daloz, J.-P. (1999). *Africa Works: disorder as political instrument*. Bloomington: Indiana University Press. (pp. 75, 112, 134).
- [8]. Creswell, John W (2014). *Qualitative inquiry and Reaserch Design :Choosing Among Five Approaches*. Thousand Oaks, CA : SAGE Publication
- [9]. Denzin , Norman K.(1978). *The Reaserch Act : A theoretical introduction to sociological Methods*. New-york : MacGraw-Hill.
- [10]. Gaston Bouthoul (1951). *Les guerres*. Paris : PUF.
- [11]. Gaston Bouthoul (1970). *Traité de polémologie*. Paris : Payot.
- [12]. Grawitz, Madeleine(2001). *Méthodes des Sciences Sociales*. Paris : Dalloz
- [13]. Jean –François Bayart (1996). *L'illusion identitaire*. Paris : Fayard.
- [14]. Jean –François Bayart (2006). *L'État en Afrique. La politique du ventre*. Paris : Fayard.
- [15]. Kaufman, Jean- Claude (2016). *L'entretien compréhensif*. Paris : Armand Colin
- [16]. Kienge-Kienge, R. (2011), *Le contrôle policier de la délinquance des jeunes à Kinshasa. Une approche ethnographique en criminologie*, Louvain-la Neuve/ Kinshasa, Academia-Bruylant / Editions Kazi.
- [17]. Malinowski, Bronislaw (1922). *Argonauts of the Western pacific : An Account of Native Enterprise and Adventure in the Archipelagoes of Malanesian New Guinea*. London : Routledge & Kegan Paul.
- [18]. Mbembe A. (2000). *De la postcolonie. Essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*. Paris : Karthala.
- [19]. Mbembe A. (2013). *Critique de la raison nègre*. Paris : La Découverte.
- [20]. Quivy Raymond & Luc Van Campenhoudt (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod .
- [21]. Weber, Max (1971). *Économie et société*. Paris : Plon.
- [22]. Yin, Robert K (2018). *Case Study Research and applications : Design and Methods*. Thousand Oaks, CA : SAGE Publications.
- [23]. Yves Lacoste (1976). *La géopolitique, ça sert 'abord à faire la guerre*. Paris : Maspero